

III. — SOMMAIRES DE JURISPRUDENCE

• Sommaires de jurisprudence par Yves GUYON	391
<i>Associations</i> , statuts, interprétation, pouvoir d'appréciation souverain des juges du fond, Cass. 1 ^{re} civ. 15 oct. 1996	391
<i>Groupements d'intérêt économique</i> , membres, obligations, clause de non-concurrence, durée excessive, Déc. 97-D.01 du Conseil de la concurrence, 15 janv. 1997	391
<i>Sociétés en général</i> , dirigeant, responsabilité, conditions, faute, négligence, CA Paris, 3 ^e ch. soc. A, 17 déc. 1996	392
<i>Sociétés en général</i> , dirigeant, dirigeant de fait, notion, délégation de signature, CA Paris, 3 ^e ch. C, 20 déc. 1996	392
<i>Sociétés en général</i> , administrateur provisoire, désignation, demandeur, créancier, motif, soupçon de fraude, CA Paris, 3 ^e ch. B, 29 nov. 1996	393
<i>Sociétés en général</i> , contrôle des concentrations, opérations ne portant pas atteinte à la concurrence, Avis Cons. cons. 96-A.09 du 9 juill. 1996 et Arrêté interministériel du 20 août 1996	393
<i>Sociétés en général</i> , majorité, abus, dirigeant, désignation, CA Paris, 2 ^e ch. B, 27 févr. 1997	393
<i>Sociétés en général</i> , groupes, créanciers, protection, CA Versailles, 13 ^e ch., 9 janv. 1997	394
<i>Sociétés en général</i> , redressement et liquidation judiciaires, dirigeant, obligation de combler l'insuffisance d'actif, poursuite d'une exploitation déficitaire (non), CA Paris, 3 ^e ch. sect. A, 4 mars 1997 ...	394

IV. — LÉGISLATION ET RÉGLEMENTATION

— Loi n° 97-277 du 25 mars 1997 créant les plans d'épargne retraite	395
— Décret n° 97-178 du 25 février 1997 modifiant l'annexe du Code général des impôts	405
— Décret n° 97-172 du 26 février 1997 autorisant le transfert par étape au secteur privé de la société Thomson SA	406

çons, condamnation solidaire des participants justifiée (non), qualité d'associé au vu et au su des tiers (non), caractérisation de l'accomplissement d'actes personnels (non), immixtion dans le contrat passé par le représentant de la société (non), apparence d'engagement envers le maître de l'ouvrage (non), arrêt retenant le caractère délibéré du défaut d'inscription de la société au registre du commerce, cassation, Cass. com. 26 nov. 1996, note François PASQUALINI, Valeria PASQUALINI-SALERNO 357

IV. — *Droit pénal des sociétés*

- Société, société par actions, société anonyme, président du conseil d'administration, responsabilité pénale, exonération, cas, délégation de pouvoirs, conditions, Cass. crim. 23 juill. 1996, note Bernard BOULOC 361
- Société, société à responsabilité limitée, abus de biens sociaux, éléments constitutifs, utilisation des fonds d'une société dans l'intérêt d'une autre, fait justificatif, intérêt du groupe, limites, Cass. crim., 4 sept. 1996, note Bernard BOULOC 365
- Sociétés, abus de biens sociaux, éléments constitutifs, usage des biens sociaux, prélèvements des dirigeants, constatations suffisantes.
Banqueroute, détournement d'actif, cession de biens sans contrepartie, Cass. crim. 3 oct. 1996, note Bernard BOULOC 369
- Sociétés, abus de biens sociaux, éléments constitutifs, usage des biens sociaux, acquisition de parts représentatives de droits immobiliers, motifs suffisants, nécessité, Cass. crim. 24 oct. 1996, note Bernard BOULOC 373
- Sociétés, abus de biens sociaux, action civile, exercice par le liquidateur judiciaire, actionnaire en comblement de passif, absence d'influence, Cass. crim. 29 oct. 1996, note Bernard BOULOC 377
- Abus de biens sociaux, flagrance, définition, indice apparent d'un comportement délictueux.
Abus de biens sociaux, flagrance, pouvoirs, perquisition, assistance de personnes qualifiées, conditions, Cass. crim. 6 févr. 1997, note Bernard BOULOC 380

V. — *Redressement et liquidation judiciaires*

- Redressement et liquidation judiciaires, sociétés, dirigeant social, faillite personnelle, cessation des paiements de la société, Etat, décision antérieure, autorité de chose jugée (non), Cass. com. 19 nov. 1996, note Adrienne HONORAT 387

V. — RÉPONSES DES MINISTRES AUX QUESTIONS ÉCRITES DES MEMBRES DE L'ASSEMBLÉE NATIONALE ET DU SÉNAT

Sociétés : harmonisation du droit des sociétés de l'Union européenne : examen de la possibilité de création de ce type de société ...	421
Droit fiscal : impôt sur la fortune : sort des parts ou actions détenues par les membres d'un groupe familial n'exerçant pas de fonctions de direction	422
Entreprises : transmission par succession, régime fiscal, mesures destinées à faciliter la transmission des entreprises	423

VI. — BIBLIOGRAPHIE

Comptes rendus d'ouvrages	425
Bibliographie thématique : le transfert du siège social	427
Actualités bibliographiques	431
Sélection d'ouvrages et de monographies	445
Thèses de doctorat	445
Actualisation de l'Encyclopédie Dalloz. Répertoire de droit des sociétés. Rubriques à paraître	446

VII. — INFORMATIONS

I. — Enquête de la COB sur le comportement des actionnaires .	447
II. — Dotations en capital versées aux entreprises publiques en 1996	448
III. — Colloque. Droit du marché et droit commun des obligations	448

2
84

revue

des

sociétés

DALLOZ

TABLE DES MATIÈRES

N° 2-1997

I. — DOCTRINE

- Abus de confiance et abus de biens sociaux, par Laurent GODON 289
- Offres publiques d'achat en droit allemand. Une synthèse, par Fabienne KUTSCHER-PUIS et Dr Kurt G. WEIL 323

II. — JURISPRUDENCE COMMENTÉE

I. — Sociétés en général

- Administrateur provisoire, désignation ou renouvellement, procédure, référé, mise en cause du dirigeant, Cass. com. 10 déc. 1996, note Yves GUYON 343
- Cession de parts sociales, refus d'agrément du cessionnaire initial, rachat par les associés, détermination du prix, expertise (L. 24 juill. 1966, art. 45 ; C. civ., art. 1843-4), vente parfaite, droit de repentir (non), Cass. com. 2 juill. 1996, note Bernard SAINTOURENS ... 345

II. — Sociétés à responsabilité limitée

- Société à responsabilité limitée, cessions de parts entre ascendants et descendants, cessions concomitantes, absence d'*affectio societatis*, fraude, clause d'agrément, Cass. com. 21 janv. 1997, note Dominique BUREAU 349

III. — Sociétés en participation

- Société en participation, révélation de la société aux tiers, art. 1872-1, al. 2 du Code civil, contrat de construction d'immeuble conclu par le représentant de la société au profit d'un tiers, créance de malfa-

— Décret n° 97-224 du 7 mars 1997 pris pour l'application de l'article 93B du Code général des impôts et modifiant l'annexe III à ce code	406
— Décret n° 97-237 du 14 mars 1997 relatif aux fonds communs de placement dans l'innovation	407
— Décret n° 97-317 du 2 avril 1997 fixant les conditions d'application de l'article 11 de la loi de finances pour 1997 (n° 96-1181 du 30 décembre 1996) et modifiant l'annexe III au Code général des impôts	409
— Décret n° 97-318 du 2 avril 1997 précisant les modalités d'application des articles 1600-0 G à 1600-0 J du Code général des impôts et modifiant l'annexe III à ce code	410
— Décret n° 97-388 du 22 avril 1997 modifiant le décret n° 93-70 du 19 janvier 1993 relatif à certaines cessions de titres d'entreprises publiques	410
— Décret n° 97-389 du 22 avril 1997 pris par l'application de l'article 20 de la loi n° 96-1182 du 30 décembre 1996 portant loi de finances rectificative pour 1996	411
— Décret n° 97-509 du 21 mai 1997 pris pour l'application des articles 29 et 29-1 de la loi n° 83-1 du 3 janvier 1983 sur le développement des investissements et la protection de l'épargne, modifiée par l'article 102 de la loi n° 96-597 du 2 juillet 1996 de modernisation des activités financières	412
— Arrêté du 24 février 1997 complétant l'arrêté du 21 janvier 1992 fixant la liste des personnes morales visées au b du 2 de l'article 119 <i>ter</i> du Code général des impôts	413
— Arrêté du 11 mars 1997 portant homologation de règlement du Comité de la réglementation bancaire	414
— Arrêté du 25 mars 1997 pris pour l'application de l'article 17 de la loi n° 94-679 du 8 avril 1994 portant diverses dispositions d'ordre économique et financier	418
— Arrêté du 27 mars 1997 portant homologation d'un règlement de la commission des opérations de bourse	418
— Arrêté du 27 mars portant homologation de dispositions du règlement général du conseil des marchés financiers	419